

CONFIDENTIAL
OCT 21 1994

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

2559^e SÉANCE : 12 OCTOBRE 1984

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2559)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation au Moyen-Orient :	
Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/16776 et Corr.1)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2559^e SÉANCE

Tenue à New York le vendredi 12 octobre 1984, à 12 h 30.

Président : M. Léandre BASSOLÉ (Burkina Faso).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Burkina Faso, Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2559)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. La situation au Moyen-Orient :
Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/16776 et Corr.1).

La séance est ouverte à 12 h 50.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient :

Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/16776 et Corr.1)

1. Le PRÉSIDENT : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu une lettre du représentant du Liban dans laquelle il demande à être invité à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique établie, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Turk (Liban) prend place à la table du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT : Les membres du Conseil sont saisi du rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour la période allant du 10 avril au 9 octobre 1984 [S/16776]. Les membres du Conseil sont également saisis du document S/16772, qui contient le texte d'une lettre en date du 8 octobre 1984 adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban,

et du document S/16779, qui contient le texte d'un projet de résolution établi lors des consultations du Conseil.

3. Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objections, je vais mettre ce projet aux voix.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Burkina Faso, Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Zimbabwe.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté [résolution 555 (1984)].

4. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant du Liban.

5. M. TURK (Liban) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois d'octobre. Je tiens à vous dire que nous sommes tout à fait persuadés que votre vaste expérience et votre compétence sont la meilleure garantie du succès de nos travaux.

6. Je voudrais également dire nos remerciements et notre reconnaissance à votre prédécesseur, le représentant du Zimbabwe, pour le doigté avec lequel il a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de septembre.

7. Puisque le Conseil a adopté le projet de résolution concernant la prorogation du mandat de la FINUL pour une nouvelle période de six mois, j'ai le plaisir de vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres du Conseil, et de vous exprimer notre reconnaissance pour avoir prorogé ce mandat; nous vous sommes également reconnaissants de comprendre la situation qui existe au Liban ainsi que le besoin urgent d'y maintenir la présence de la FINUL.

8. Le rapport du Secrétaire général montre qu'il existe une profonde compréhension de la situation et manifeste un réalisme et un désir réel de s'attaquer aux problèmes. Je tiens à exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général et à ses aides et à les remercier. Nous réaffirmons que nous continuerons de travailler et de coopérer avec le Secrétariat, de même qu'avec le Conseil, pour contribuer au succès des fonctions confiées à la FINUL.

9. Nous avons soigneusement examiné les observations contenues dans le rapport. Nous tenons à nous associer aux vues du Secrétaire général, qui donne un tableau réaliste de la situation en indiquant ce qu'il envisage de faire à propos de l'évolution de la situation et ce qu'il a décidé au sujet des mesures que celle-ci exige. Nous voyons dans le rapport et dans les observations du Secrétaire général des signes encourageants qui, s'ils se concrétisent en débouchant sur le retrait complet des forces israéliennes du territoire libanais et sur des arrangements de sécurité à la frontière sud du Liban, entraîneront nécessairement une modification des tâches et des fonctions de la FINUL, de l'importance de ses contingents, de l'étendue de son aire de déploiement et de l'accroissement de son efficacité. Elle pourra ainsi contribuer, avec l'armée libanaise et les forces intérieures de sécurité, au renforcement de l'autorité de l'Etat jusqu'aux frontières internationalement reconnues, faisant ainsi du sud une zone de paix et de sécurité.

10. Il m'incombe de relever le fait que cette nouvelle contribution de la FINUL sera nécessaire, mais temporaire, dans la phase du retrait israélien qui a été proposée, jusqu'à ce que les forces libanaises légitimes assument définitivement la responsabilité totale de la sécurité.

11. Je ne voudrais pas terminer mon intervention sans remercier et féliciter à nouveau la FINUL. Je tiens à féliciter ses dirigeants, ses soldats et son assistance logistique, et je voudrais exprimer notre reconnaissance aux pays à qui appartiennent ces forces et aux Etats qui ont contribué et contribueront au succès de la tâche des Nations Unies au Liban.

12. Les objectifs de l'Etat libanais, avec à sa tête le président Amine Gemayel, sont parfaitement clairs. Ils ont été définis par M. Rachid Karamé, chef du gouvernement et ministre des affaires étrangères, dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée générale¹. Ces objectifs découlent du droit naturel du Liban d'être maître de son propre territoire et libre de décider de faire valoir l'autorité de l'Etat sur chaque pouce de ce territoire. Ils découlent également du droit du peuple libanais de vivre en paix et en sécurité et de mener une vie décente et tranquille afin de reprendre son rôle efficace, sa contribution créative et sa mission, qui remonte à des temps immémoriaux.

13. Il va sans dire que le Liban ne sera pas le seul à bénéficier du rétablissement de sa souveraineté, de sa

force et de ses institutions, de l'unité de son territoire et de son peuple. Il contribuera également à la paix et à la stabilité dans la région, et peut-être dans le monde entier.

14. M. TROYANOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : Monsieur le Président, étant donné que c'est la première intervention de la délégation soviétique ce mois-ci, nous tenons avant tout à vous dire combien nous sommes satisfaits de voir que le fauteuil de la présidence est occupé par le représentant du Burkina Faso, pays avec lequel nous entretenons des relations amicales. Le fait que le représentant d'un Etat africain occupe un poste très élevé auprès des deux organes les plus importants de l'Organisation des Nations Unies — le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale — montre bien le rôle croissant du continent africain sur la scène internationale. Nous sommes certains que, sous votre direction avisée, le Conseil saura s'acquitter avec succès des tâches qui lui seront confiées.

15. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à votre prédécesseur, le représentant du Zimbabwe, M. Mashin-gaidze, pour la façon très compétente dont il a su diriger les travaux du Conseil au mois de septembre.

16. Etant donné la demande du Gouvernement libanais de proroger le mandat de la FINUL, la délégation soviétique a jugé bon de ne pas s'opposer à cette demande. Elle s'est abstenue pour des raisons qui ont déjà été exposées à maintes reprises. En même temps, nous ne pouvons manquer de souligner que nous éprouvons une inquiétude croissante devant la situation anormale qui règne, le Conseil se voyant obligé de proroger systématiquement le mandat de cette force dans des conditions qui l'empêchent cependant de s'acquitter des tâches qui lui sont confiées. Ce souci est d'ailleurs partagé par plusieurs membres du Conseil, de même que par les Etats qui fournissent les contingents à la FINUL. Dans son rapport, le Secrétaire général partage aussi ce souci en ces termes : "Je me sens également tenu de préciser que l'existence de la FINUL ne devrait pas être prise pour un fait acquis indéfiniment" [S/16776, par. 27].

17. On connaît bien les raisons pour lesquelles une situation dangereuse anormale se poursuit au Liban; ce sont ces mêmes raisons qui empêchent la FINUL de remplir ses tâches telles qu'elles ont été définies par les résolutions et décisions pertinentes du Conseil. C'est là la conséquence de la poursuite de l'occupation illégale par Israël des parties méridionales du Liban, qui ont été conquises par Tel-Aviv à la suite de l'agression de juin 1982. Depuis plus de deux ans déjà, l'expression bien connue "paix pour la Galilée" se traduit de façon quotidienne par des souffrances et privations cruelles pour la population des régions occupées — que ce soient des Libanais ou des réfugiés palestiniens.

18. Il y a un peu plus d'un mois, le Conseil a étudié la question de la situation dans le sud du Liban et, à ce moment-là, le représentant du Liban et d'autres délégations ont brossé un tableau éloquent des actes systématiques de terreur et de violence commis par les forces d'occupation israéliennes contre les populations civiles. Lors de cette réunion, le Conseil n'a pu, une fois encore, prendre une décision par laquelle il aurait au moins rappelé à l'ordre la force d'occupation. S'il ne l'a pas fait, nous le savons tous, c'est parce que l'allié stratégique et protecteur d'Israël — les Etats-Unis — a jugé bon d'exercer son droit de veto. Bien entendu, cette décision portait d'une logique qui lui est propre. Somme toute, dès le début de l'aventure israélienne au Liban, Washington a tout fait pour fournir une excuse politique à son protégé, même ici au Conseil. Est-ce que ce ne sont pas les Etats-Unis qui, aux côtés d'Israël, se sont efforcés d'imposer au Liban un accord unilatéral qui a été à juste titre repoussé par le peuple libanais ? On sait bien aussi qui, avec des armes de très gros calibre, a tiré sur la terre libanaise, s'efforçant d'imposer une paix de capitulation tout en se constituant une tête de pont supplémentaire au Moyen-Orient. Enfin, on ne peut non plus manquer de dire que l'encre de la signature que le représentant des Etats-Unis avait apposée — je parle ici au sens figuré — aux résolutions 508 (1982) et 509 (1982), adoptées à l'unanimité, n'avait pas encore séché qu'on proclamait déjà que ces résolutions étaient caduques et inappropriées.

19. Nous disons tout cela non pour le plaisir de rappeler le passé mais parce que ce passé a un rapport direct avec le présent et met clairement en lumière les raisons pour lesquelles la FINUL n'a pas à ce jour été en mesure de remplir son mandat. Il est tout à fait évident que l'application des résolutions 508 (1982) et 509 (1982) et, avant tout, des dispositions par lesquelles est exigé le retrait inconditionnel et immédiat des troupes israéliennes de l'ensemble du territoire libanais est la condition préalable la plus importante à un règlement de la situation au Liban. Ces résolutions n'ont jamais été abrogées. Elles doivent donc être appliquées pour permettre à la Force de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées.

20. En terminant, la délégation soviétique voudrait souligner que la normalisation de la situation au Liban n'est qu'un aspect de la tâche plus vaste de l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient. A cet égard, le 9 octobre dernier, le dirigeant de l'Etat soviétique, M. Tchernenko, déclarait :

“Les peuples du Moyen-Orient ne parviendront pas à la paix par des accords séparatistes ou des intrigues mais par un règlement juste et global. C'est dans ce sens que vont les efforts de l'Union soviétique. L'Union soviétique, comme par le passé, fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'acquitter de cette tâche.”

21. Sir John THOMSON (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, ma délégation est heureuse de se retrouver au Conseil sous votre présidence. Nous avons l'expérience pratique de la manière efficace et diligente dont vous dirigez les travaux du Conseil. Nous avons également apprécié à toute sa valeur la façon dont votre prédécesseur s'est acquitté de sa tâche. Son esprit et la précision de sa pensée sont bien connus de tous les membres du Conseil. Nous vous félicitons, Monsieur le Président, pour vos hautes fonctions.

22. Les membres du Conseil savent que mon gouvernement s'est depuis très longtemps prononcé pour une extension de la présence des Nations Unies au Liban. Nous sommes donc heureux que, dans son rapport du 9 octobre, le Secrétaire général ait une fois de plus présenté des propositions visant un déploiement plus vaste de la FINUL dans le contexte du retrait des forces israéliennes du sud du Liban.

23. Nous pensons qu'il est juste que, comme le propose le Secrétaire général, l'appareil des Nations Unies soit mis à la disposition des parties en vue de faciliter la conclusion d'accords et de fournir le cadre propice aux discussions nécessaires, si les parties le désirent.

24. Nous voyons dans la résolution que le Conseil vient d'adopter une approbation des nouvelles mesures prises par le Secrétaire général en ce sens. Comme le Secrétaire général, nous pensons qu'il ne faut pas laisser passer cette occasion, sous peine de très graves conséquences.

25. Nous sommes reconnaissants aux Etats qui fournissent des troupes à la FINUL. Nous espérons également que l'appel lancé au paragraphe 28 du rapport du Secrétaire général à tous les Etats Membres pour qu'ils paient leur contribution sans délai sera entendu. Nous notons avec plaisir que le représentant de l'Union soviétique vient de nous dire que son pays fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider.

26. M. van der STOEL (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, qu'il me soit permis tout d'abord de vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois d'octobre. Vos grands talents de diplomate sont bien connus de tous.

27. Ma délégation tient également à remercier le représentant du Zimbabwe pour la manière remarquable dont il a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois de septembre.

28. C'est la huitième fois depuis l'invasion du Liban par Israël que le Conseil est appelé à proroger le mandat de la FINUL pour une nouvelle période limitée, dans des conditions qui ne sont plus conformes au mandat original,

tel qu'il est énoncé dans les résolutions 425 (1978) et 426 (1978), ni aux récentes résolutions adoptées par le Conseil relatives au retrait des forces israéliennes et au rétablissement de l'autorité du Gouvernement libanais dans le sud du Liban.

29. Cependant, ainsi qu'il est mentionné dans le rapport du Secrétaire général, un certain nombre d'événements se sont produits ces dernières semaines qui permettent d'envisager de conférer à la FINUL un rôle plus significatif et plus important que celui qu'elle a joué jusqu'à présent.

30. Dans ces circonstances, il est évident que le Conseil doit proroger le mandat actuel pour une nouvelle période limitée, en attendant l'issue des négociations concernant les dispositions pratiques nécessaires qu'il conviendra de prendre pour réaliser les objectifs généraux déjà mentionnés. Nous sommes heureux de constater que toutes les parties semblent à présent reconnaître le rôle important que la FINUL pourrait jouer dans ces dispositions pratiques. Je tiens à rappeler que mon pays est prêt à maintenir un contingent limité dans la FINUL, essentiellement parce qu'il est convaincu que la Force pourrait et devrait jouer un rôle important dans l'amélioration de la situation dans le sud du Liban. Les Pays-Bas ont donc, une nouvelle fois, voté pour la prorogation du mandat actuel de la FINUL pour une nouvelle période de six mois. Il va sans dire que nous continuerons à mettre un contingent à la disposition de la Force.

31. Par ailleurs, nous tenons à insister sur ce qu'a dit le Secrétaire général au paragraphe 27 de son dernier rapport. A de nombreuses reprises, ma délégation a signalé que l'existence de la FINUL ne devrait pas être considérée comme allant de soi et qu'il ne faut pas abuser de la patience des pays qui ont contribué à la FINUL pendant plus de deux ans dans des conditions difficiles et peu satisfaisantes. L'avenir de la FINUL serait sérieusement mis en danger si les parties concernées ne parvenaient pas au cours des prochains mois à se mettre d'accord sur les dispositions pratiques permettant d'atteindre les objectifs que sont le retrait d'Israël, la paix et la sécurité dans la région et le rétablissement de l'autorité et de la souveraineté libanaises dans le sud du Liban. Ou, pour reprendre les termes du Secrétaire général, il ne serait pas juste de "compter que les pays qui fournissent des contingents maintiendront indéfiniment leur participation, d'autant qu'elle entraîne pour eux une charge financière très lourde" [*ibid.*].

32. Nous espérons vivement qu'il sera possible dans un avenir proche de parvenir à un accord sur les dispositions pratiques indispensables. Nous demandons à toutes les parties concernées de régler leurs différends de manière réaliste et constructive, compte tenu du fait que chacun y trouverait un avantage si les objectifs généraux étaient atteints. Le Secrétaire général a renouvelé dans son rapport un certain nombre de suggestions pratiques et utiles

qui permettraient à la FINUL de jouer un rôle plus efficace dans le sud du Liban à la suite du retrait des forces israéliennes de cette région. Nous sommes convaincus que le Secrétaire général et son personnel extrêmement compétent auront un rôle important à jouer dans le processus de négociation qui s'annonce.

33. Enfin, on me pardonnera d'attirer une nouvelle fois l'attention du Conseil sur la situation financière critique de la FINUL. Le Secrétaire général nous a fait savoir que le déficit accumulé du compte spécial de la FINUL atteint presque 200 millions de dollars. Nous savons tous que certains Etats Membres continuent de ne pas remplir leurs obligations, créant ainsi de graves problèmes financiers à l'Organisation et aux pays fournisseurs de contingents.

34. Le problème deviendra encore plus critique si le rôle de la FINUL est élargi dans le cadre des futures dispositions de sécurité dans le sud du Liban. Cela pourrait même mettre en danger l'avenir de la FINUL. Nous tenons donc une fois encore à nous joindre à l'appel pressant lancé par le Secrétaire général à tous les Etats Membres pour leur demander de verser sans délai leur contribution. Nous espérons également que l'appel lancé par le Secrétaire général à tous les Etats Membres pour qu'ils versent des contributions volontaires au compte d'attente de la FINUL, à titre de mesure de caractère pragmatique, recevra un accueil favorable.

35. M. de La BARRE de NANTEUIL (France) : Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous exprimer mes félicitations pour votre accession à la présidence du Conseil et vous dire combien nous sommes heureux de vous voir occuper cette éminente fonction que vous avez déjà d'ailleurs occupée avec beaucoup de talent.

36. Je voudrais aussi rendre hommage à votre prédécesseur immédiat, le représentant du Zimbabwe, qui a exercé la présidence avec une compétence et une qualité tout à fait remarquables.

37. J'ai demandé à prendre la parole, et je serai bref. Tout le monde connaît l'attachement que la France porte aux efforts qui sont entrepris dans le cadre des Nations Unies en vue de chercher à préserver et à maintenir la paix et tout le monde sait également quel intérêt nous avons manifesté à l'égard des différentes suggestions qui ont été faites dans ce domaine. A cet égard, je voudrais rendre particulièrement hommage aux efforts qui ont été accomplis par le Secrétaire général dans cette voie.

38. Ma délégation vient de voter en faveur de la résolution renouvelant pour six mois le mandat de la FINUL à la demande du Gouvernement libanais. Une fois encore, la France a voulu marquer ainsi l'appui qu'elle n'a cessé d'apporter depuis sa création, notamment par une participation très importante à ses effectifs, à une force de main-

tion de la paix des Nations Unies qui constitue un facteur essentiel, semble-t-il, de retour à des conditions plus normales dans le sud du Liban. Par ce vote, elle a voulu également marquer sa profonde solidarité avec le Liban et avec les intérêts de ce pays qui a tant souffert et souffre tant encore.

39. Ma délégation a relevé avec un grand intérêt les observations présentées par le Secrétaire général dans son dernier rapport. Je voudrais, à cet égard, rappeler ce qu'au cours du dernier renouvellement nous avons nous-mêmes dit sur le sujet, à savoir que nous étions prêts à examiner les nouvelles tâches que le Conseil pourrait, le moment venu, juger utile de confier à la FINUL. Je vous renouvelle ainsi l'expression de la disposition où nous nous trouvons.

40. M. SCHIFTER (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je tiens à m'associer à mes collègues pour vous féliciter de votre accession au poste de président du Conseil pour ce mois d'octobre.

41. Je voudrais également remercier M. Mashingaidze pour la manière dont il a dirigé nos travaux au cours du mois de septembre.

42. La question dont le Conseil est saisi aujourd'hui est celle du renouvellement du mandat de la FINUL. Nous avons adopté une résolution en ce sens. Nous espérons que cet acte contribuera à la cause de la paix et de la stabilité dans la région.

43. Ma délégation regrette que l'Union soviétique n'ait pu résister à la tentation de saisir cette occasion pour lancer une attaque verbale contre les Etats-Unis. Nous rejetons cette attaque comme étant inappropriée et injustifiée.

La séance est levée à 13 h 20.

NOTE

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Séances plénières, 22^e séance.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经销处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
